

L'ASSOCIATION DES ULAMA MUSULMANS ALGERIENS ET LES EVENEMENTS DU 08 MAI 1945.

D. SARRI, Ahmed.

Institut Sciences Sociales, Université de Constantine.

Les événements du 8 mai 1945 ont suscité beaucoup d'intérêts et ont donné lieu à maintes explications, mais aucune d'elles n'a réussi à lever toutes les énigmes de ce drame. Certains chercheurs qui s'intéressent au mouvement national algérien se sont penchés sur ces événements, mais ils ne sont pas arrivés à déterminer leurs causes exactes, ni les responsables qui les auraient déclenché. Loin de nous donc la prétention d'apporter quelques lumières sur ces faits qui d'ailleurs ont été et continuent d'être étudiés par de nombreux chercheurs (1). Notre démarche reste modeste en ce qu'elle se rapporte uniquement aux réactions des ULAMA et à l'attitude de l'administration française en Algérie face à ces réactions.

Les mois qui ont précédé le 08 Mai ont été marqués par un climat d'agitation et de tension entre les populations musulmanes et européennes. La commission d'enquête sur ces événements a pu noter: "il paraissait en Algérie se creuser depuis plusieurs mois un fossé qui dressait comme deux masses hostiles les populations "européennes" et musulmanes. Il ne se passait de jour où, sur un point du territoire algérien, des incidents, des injures, voire des coups, opposaient Musulmans et Européens"(2).

Par ailleurs, la montée du nationalisme, suite à la propagande des Amis du Manifeste et de la Liberté (3bis) et la radicalisation des éléments du Parti du Peuple Algérien inquiéta l'administration et les milieux colonialistes. Devant cet état de fait, Ferhat ABBAS essaya de réagir en lançant des appels au calme (4), pour maintenir l'unité des A.M.L. et calmer les esprits.

Dans cette atmosphère, des manifestations proprement musulmanes furent organisées un peu partout en Algérie à l'occasion du premier mai. Les manifestants réclamèrent "la libération de MESSALI, l'indépendance de l'Algérie et la fin du colonialisme" (5). La répression se solda par quelques morts. Suite à cela, le comité central des A.M.L. rédigea au cours d'une réunion (6) un projet de tract, "Appel à tous les Français", qui s'élevait contre la déportation de MESSALI et contre la répression des manifestations du premier mai (7).

Une semaine après cette date, des milliers de Musulmans sortirent le 08 mai, à l'occasion de l'armistice, pour manifester leur joie et exprimer leurs sentiments nationalistes. des manifestations se déroulèrent dans plusieurs

villes d'Algérie; a Blida, Sidi Bel-Abbès, Saida, etc. Dans le département de Constantine, des démonstration plus populaires eurent lieu a Bone (Annaba) et a Djedjelli. Dans deux autres villes du constantinois, Sétif et Guelma, les manifestations tournèrent en une sorte d'insurrection contre les Européens. Ceux-ci ripostèrent en tuant des milliers de Musulmans.

Ce jour a Setif, quelques 7 a 8.000 manifestants (8) défilèrent lorsque le drapeau algérien fut déployé. Les forces de police tentèrent de l'arracher des mains de son porteur. Devant le refus de celui-ci, un coup de feu fut tiré en l'air. Dès lors, selon le Rapport Tubert, des coups de feu furent échangés de part et d'autre (9) et la foule se disposera rapidement.

Ces incidents déclenchèrent une insurrection qui s'étendit a toute la région au nord et nord-est de Sétif: périgotville (Ain Kébira), Kherrata, Chevreul (Arbaoun), Sillègue (Beni Fouda), etc. A Sétif, la loi martiale fut proclamée alors que dans ces petits villages et dans les campagnes des troupes de Sénégalais et de légionnaires ne reculèrent devant aucun acte d'atrocités.

Par ailleurs, a 200 kilomètres de l'est de Sétif, la ville de Guelma et sa région connurent une insurrection semblable a celle de Sétif. A cette occasion, une garde civique s'organisa pour apporter son concours a la troupe dans le but de défendre la ville." Les éléments d'extrême gauche, note Ch. A. JULIEN, participèrent a la répression au même titre que les "fascistes" "(10). Le sous-préfet Achiary se distingua par la répression aveugle qu'il organisa a Guelma.

Les événements du 08 mai engendrèrent donc une répression impitoyable. Quel fut le bilan de ces journées tragiques ? Si le nombre des victimes européennes est connu aujourd'hui, celui des musulmans reste encore un sujet de controverse. Pour les Européens, comme le précise le Rapport Tubert (11), il s'agit de 103 personnes tuées. Quant aux victimes musulmanes, il reste difficile de connaître leur nombre, puisque la Commission d'enquête n'a pas pu poursuivre sa mission a Guelma (12). Mais il est certain que le chiffre des morts dépasse de beaucoup celui de 1500, qui fut avancé par le ministre de l'intérieur, A. TIXIER (13).

Quant a la question se rattachant aux responsabilités probables des différents groupements (Administration, milieu colon et groupements politiques musulmans) (14), notre interrogation se limite a chercher la part qu'aurait prise la propagande de l'Association des ULAMA. Mais ce qui est pertinent pour nous, c'est l'interprétation de ces événements par la Commission d'enquête et par l'administration.

Comme on le savait, l'Association des ULAMA (14 bis) était l'une des composantes des Amis du Manifeste et de la liberté, elle contribua par

conséquent au développement du nationalisme au sein de ce mouvement. A cet effet, la police attribue aux ULAMA la distribution des tracts à Tlemcen: "Musulmans, réveillez-vous, dressons-nous contre le colonialisme. A bas l'esclavage- vive l'Algérie libre !" (15). Le premier mai à BOUGIE, devant 2.000 manifestants, un membre de l'Association des ULAMA proclama que "l'heure est venue de défendre la cause musulmane" (16). A Guelma, deux membres de l'Association dont l'un d'eux, Mohammad REGUI directeur de la Medersa al-fath payèrent de leur vie pour avoir exprimé leurs sentiments nationalistes (17).

Peut-on, à ces faits, établir la responsabilité de l'Association des ULAMA ? La Commission d'enquête et les autorités administratives avancent d'autres raisons. En effet, sous le titre "les partis politiques ou associations qui ont incité aux manifestations", le rapport de la Commission d'enquête cite les ULAMA en bonne place. Quels sont les arguments de la COMMISSION ? Celle-ci avance comme preuve la réussite de la propagande de l'association. La Commission cite tout d'abord à titre d'exemple la désertion des écoles publiques par les élèves musulmans pour rejoindre celles créées par l'Association: "Avant 1940, une vingtaine d'indigènes fréquentaient l'école publique de Chevreul, après la défaite de 1940, trois seulement continuent à aller à l'école. En novembre dernier, une médersa Ibrahimi (président des Ulama) est créée à Chevreul. Aucun indigène ne va plus à l'école française, 60 élèves vont à la médersa." (18).

La Commission mentionne ensuite l'aspect religieux de l'insurrection dans certaines régions: "du fait que dans les campagnes les émeutiers ont attaqué les Européens au cri de 'Djihad' (guerre sainte), et que ce cri a été aussi entendu à Setif (...) la commission a le droit d'en conclure que le mouvement avait un caractère insurrectionnel politique." (19). Bien que les arguments de la commission paraissent légers du fait que les centres ruraux étaient plutôt sous l'influence maraboutique et que les ULAMA étaient contre toute forme de violence, le rapport de la commission conclut quand même que : "Les Oulémas apportaient un fanatisme capable toujours de susciter, dans certaines masses musulmanes encore frustes, le désir de la 'Djihad', les événements l'ont démontré." (20). Il semble que l'image négative de l'Association dans les milieux administratifs ne soit pas étrangère à cette conclusion hâtive des rapporteurs de la commission.

L'Administration, quant à elle, n'épargna pas la responsabilité de l'Association des ULAMA dans ces événements. Soulignant la part prise par la propagande de l'association, un rapport de la préfecture de Constantine affirme que: "sous l'effet de la propagande intensive des Amis du Manifeste, des Oulémas Réformistes et des Messalistes, certains douars (...) se sont

lancés aveuglement dans une bagarre de quelques jours vite, jugulée par une énergique répression" (21). Pour justifier ces accusations, le même rapport s'appuie sur les tournées effectuées par les dirigeants de l'Association dans la région qui était le théâtre des manifestations (22).

Toujours selon ce rapport, mais cette fois-ci sous une forme plus nuancée, la culpabilité des ULAMA n'est pas écartée: "On est amené également à émettre avec quelque certitude l'hypothèse que la propagande des Réformistes est loin d'être étrangère à ces regrettables événements" (23).

En tout cas, après avoir essayé de justifier leurs accusations contre les dirigeants du mouvement national, les autorités administratives de la préfecture de Constantine demandèrent le châtimement de ces personnes (24).

Suite à cette campagne contre les ULAMA, le président de l'Association. Bachir IBRAHIMI et Larbi TEBESSI furent convoqués le 09 mai par le préfet d'Alger qui rendait "responsable de tous incidents pouvant survenir" (25). Plus tard, en s'appuyant sur les arguments cités plus haut, l'Administration procéda à l'arrestation des trois dirigeants des ULAMA; B. IBRAHIMI, L. TEBESSI; et Mohammad KHEIREDDINE.

Mais la répression ne se limita pas seulement à ces trois dirigeants de l'Association. En effet, des mesures d'éloignement furent appliquées aux principaux ULAMA du département de Constantine (26) et des autorisations furent retirées à des maîtres réformistes "animés de sentiments douteux à l'égard de la France" (27). De même, plusieurs cercles culturels et médersa, dont Gamiyyat al-tarbiyya wa ta'lim et toutes ses annexes, furent fermés sous prétexte d'avoir servi de lieu "de propagande aux agitateurs" (28). Enfin, des instructions furent données par le préfet de Constantine en vue d'exercer un contrôle attentif sur les Medersas réformistes et de fermer toutes les écoles qui fonctionnaient irrégulièrement (29).

Cependant, les autorités administratives de la préfecture de Constantine ne croyaient pas que ces mesures pussent mettre un terme à la propagande des ULAMA, c'est pourquoi, elles insistèrent dans leurs divers rapports sur la nécessité de la disparition de l'Association des ULAMA. Les autorités administratives allèrent jusqu'à proposer la dissolution pure et simple de l'Association, seule solution qui empêcherait le retour des troubles: "si l'on veut donc éviter qu'ils reprennent, à brève échéance, le cycle de leur activité nationaliste, si l'on veut être armé pour déclencher sans risque d'erreur les poursuites judiciaires qui constituent le seul moyen efficace de coercition, il semble que le vrai remède serait la dissolution officielle de l'Association des Oulémas Réformistes et la mise sous séquestre de leurs biens mobiliers et immobiliers" (30). Cet avis fut partagé et approuvé par les services du Centre d'Informations et d'Etudes du Gouvernements général.

C'est du moins ce qui ressort d'un rapport qui donne avis favorable à la dissolution de l'Association et à la mise sous séquestre de ces biens (31), d'ailleurs dans les mêmes termes que celui de la préfecture de Constantine. Pourquoi donc, l'Association ne fut-elle pas dissoute, alors que l'Association des Amis du Manifeste et de la Liberté le fut?

En effet, les accusations avancées contre les ULAMA par les services administratifs de la préfecture de Constantine, comme ce fut d'ailleurs le cas lors des événements d'Août 1934 entre Musulmans et Israélites (32), étaient tout d'abord d'ordre politiques. Si la responsabilité des ULAMA fut établie, qui empêcherait le Gouverneur général d'obtenir du Gouvernement métropolitain la dissolution de l'Association ?

D'ailleurs, dans son allocution prononcée à Radio Alger le 30 Juin 1945, le ministre de l'intérieur, évoquant la responsabilité des groupements musulmans dans les événements du 08 mai, ne citera guère le nom de l'ASSOCIATION: "Les meneurs et les exécutants, déclara-t-il, sont généralement connus car ils ont été vus par la population participant directement à l'oeuvre de destruction. Il est incontestable que la plupart d'entre eux appartenaient au mouvement des 'Amis du Manifeste' et aux sections locales du P.P.A. (Parti du peuple Algérien) illégal et clandestin" (33). Même le parti communiste Algérien qui se rapprocha à cette période de l'Administration, en dénonçant les éléments du P.P.A. et en applaudissant à l'arrestation de F. ABBAS et du Dr. SAADANE, ne s'attaqua pas aux ULAMA (34).

L'Association des ULAMA demeura donc la seule formation nationaliste autorisée. L'Administration craignait que celle-ci ne devint un cadre légal aux militants du P.P.A. (34 Bis) qui vinrent probablement grossier ses rangs. Donc à défaut de la dissoudre, les autorités administratives suggèrent sa surveillance de près (35).

Ce qu'il est important de savoir, c'est quelle était la réaction des ULAMA à l'égard des événements du 08 mai. Nous devons souligner au départ qu'il est difficile de définir avec précision leur attitude au lendemain du 08 mai, et ceci pour plusieurs raisons. Tout d'abord, à cette période l'Association ne disposait pas d'un organe de presse. Ensuite, il était difficile à ses dirigeants de rompre le silence à un moment où la répression était à son comble ou de préciser clairement leur attitude.

Enfin, la plupart des dirigeants de l'Association étaient arrêtés au lendemain du 08 mai.

Donc, loin de prétendre avoir apporté une réponse complète à la question posée plus haut, nous ne serons tentés de fournir que quelques éléments de réponse. Notons que le 18 mai 1945, le bureau central des

A.M.L. publia une mise au point (36), dont l'un des signataires est M. KHEIREDDINE, contrôleur général de l'Association. Ceux-ci "manifestent leur indignation devant les actes criminels qui ont endeuillé l'Algérie" et déclarent que "le mouvement et ses chefs responsables" sont étrangers à ces événements. Par ailleurs, dans une interview qu'il accorda au journal *liberté* du 24 mai, B. IBRAHIMI, sans exprimer clairement son point de vue sur les causes qui auraient été à l'origine du 08 mai, avança la thèse d'un complot: "A la base de ces événements, déclara-t-il, il y a une 'main secrète' (...) elle est dirigée par des intérêts politiques qui ont ce but: empêcher toute amélioration du sort des populations musulmanes, les priver de tous les droits sociaux et politiques, en un mot combattre tout développement démocratique en Algérie". A quelque 'main' secrète' pensa B. IBRAHIMI ? Il semble qu'il fasse allusion aux milieux colons, aux partis conservateurs européens d'Algérie et à certains milieux administratifs. En effet, n'est-ce pas eux qui s'opposèrent aux différentes réformes en faveur des Algériens musulmans et notamment au projet BLUM-VIOLETTE ? (37).

La réponse du président de l'Association relative aux responsables du déclenchement des événements du 08 mai resta également ambiguë: "La première balle qui est partie, c'est la ma conviction, est celle d'un comparateur à la solde de cette mafia politique". Donc, B. IBRAHIMI crut que ces manifestations relèvent plutôt de causes politiques que de causes économiques: "Selon moi, poursuivit-il, le manque de ravitaillement et la disette ne sont pas la seule cause des événements de Sétif. Même aux périodes d'abondance il y eut la famine pour le musulman". Enfin, à la question: par quels moyens pourra-t-on empêcher le retour de nouveaux incidents ? Il répondit avec modération: "Ce qu'il faut surtout, c'est accorder aux Musulmans les droits politiques élémentaires, améliorer leur situation en particulier en ce qui concerne le ravitaillement.

Quoi qu'il en soit, malgré l'absence d'une position claire des ULAMA sur les événements du 08 mai 1945, l'organisèrent le premier Janvier 1947 à Alger un meeting pour protester contre les exécutions des condamnés.

Si le mystère sur les événements du 08 mai 1945 n'est pas encore été dévoilé (peut-être ne le sera-t-il jamais ?), la position des ULAMA resta ambiguë et pose toujours des problèmes d'appréciation. Sur le moment et dans le public, les ULAMA ne condamnèrent pas le soulèvement, mais ils ne l'approuvèrent pas non plus. Cependant, lorsque le contexte politique leur sera plus favorable pour s'exprimer librement, les ULAMA, comme les autres partis politiques musulmans, essayeront d'exploiter ces événements à leur profit en dénonçant le massacre des populations musulmanes.

NOTES

(1) Sur les événements du 08 mai 1945, cf. notamment Charles-André JULIEN, *L'Afrique du Nord en marche. Nationalisme musulman et souveraineté française*, Julliard, Paris, 1952; Robert ORON, *Les origines de la guerre d'Algérie*, Fayard, Paris, 1962, pp. 91-169; Mahfoud KADDACHE, *Histoire du nationalisme algérien, Question nationale et politique algérienne 1919-1951*, 02 vol. T:I. S.N.E.D., Alger, 1981, T:II. S.N.E.D., 1980, pp. 695-734 (T:II.); Radouane AINAD TABET, *Le 08 mai 1945 en Algérie*, O.P.U.

Alger, 1945; Abu al-qasim SA'DALLAH, *Al-haraka al-wataniya al-gaza'riyya (Le mouvement national algérien) 1930-1945*, T:III, 3^èéd. E.N.A.L., Alger, 1986, pp.223-252;

(2) Commission chargée de procéder à une enquête administrative sur les événements qui se sont déroulés dans le département de Constantine, le 8 mai 1945 et jours suivants (Rapport TUBERT), in R.A.S.J.E.P.,/ pp.292-314, p.296.

(3) Sur les A.M.L., cf. notamment, Ferhat ABBAS, *La nuit coloniale*, Julliard, Paris, 1992; Daoud AKROUF, *Aux origines du Front de Libération Nationale: les Amis du Manifeste et de la Liberté*, mémoire de D.E.S., Faculté de droit d'Alger, 1965; Youcef BEGHOUL, *Le Manifeste du peuple Algérien: sa contribution au mouvement national*, mémoire de D.E.S. Institut de droit, des sciences politiques et administratives d'Alger, 1974, repris en partie in R.A.S.J.E.P., vol. XI, n 4, décembre 1974, pp.215-271, sous le titre "La libération nationale par la voie populaire: l'appel au pays réel"; M. KADDACHE, op. cit., pp. 669-694.

(4) *Egalité*, 23 mars 1945, sous le titre "Appel au calme", le comité centre des A.M.L. lance cet appel: " le comité central des 'Amis du Manifeste', ému par les informations qu'il reçoit quotidiennement, demande à tous les militants de ne pas répondre aux provocations et aux provocateurs."

(5) Rapport TUBERT, p.297.

(6) Trois ULAMA étaient présents à cette réunion, à savoir B. IBRAHIMI, L. TEBESSI et M. KHERREDDINE.

(7) Bulletin mensuel, mai 1945, préf. de Constantine, cité par M. KADDACHE, op. cit. p.701.

(8) Rapport TUBERT, p.299.

(9) Ibid.

(10) op.cit. p. 304

(11) Ibid. p. 294.

- (12) L'enquête de la commission n'a duré que cinq jours. La commission fut rappelée le 26 mai à Alger, avant qu'elle n'ait pu se rendre à Guelma (Rapport TUBERT), p. 293.
- (13) Ministère de l'Information, Allocution de M. TIXIER, ministre de l'intérieur prononcée à la Radio d'Alger le 30 juin 1945 (4p.), p. 4.
- (14) Sur ce point, cf. Rapport TUBERT, pp. 312-313; R. ARON, op.cit., pp.151-169; R. AINAD TABET, op.cit., pp.78-103.
- (15) Rapport P. R. CAZAGNE, cité par R. ARON, op.cit., P. 163.
- (16) Cité par G. GINE, Les troubles insurrectionnels d'Algérie en mai 1945. Les événements du constantinois, juin 1947, C.H.E.A.M. (38p), p.6.
- (17) Témoignage dans R. AINAD TABET, op.cit., p.132.
- (18) Rapport TUBERT, p.308.
- (19) Ibid, p.302.
- (20) Ibid., p.309
- (21) Rapport sommaire, 22 avril -21 mai 1945, C.I.E., préf. de Constantine, A.O.M. 11H62. p.3.
- (22) Dans une tournée dans le département de Constantine, B. IBRAHIMI et L. TEBESSI ont visité: Bougie (Béjaia), Taher, Saint-Arnaud (El-Eulma), Sétif, les Maâdid, Bordj-Bouarrerijj. (Cité dans ibid., p.15).
- (23) Rapport sommaire..., p.15.
- (24) Ibid., p.19.
- (25) Bulletin mensuel, 28 juin 1945, préf. de Constantine, A.O.M., 16H80.
- (26) Rapport sommaire, 23 juin -22 juillet 1945, C.I.E., préf. de Constantine, A.O.M.,11H62.
- (27) Ibid.
- (28) Rapport sommaire, 22 mai-22 juin 1945, C.I.E., préf. de Constantine A.O.M. 11H62.
- (29) Ibid.
- (30) Rapport sommaire, 23 juin-22 juillet 1945, C.I.E., préf. de Constantine, A.O.M. 11H62. Souligné par l'auteur.
- (31) Rapport sur le problème religieux en Algérie, 28 juillet-12 août 1945, C.I.E. G.G., A.O.M, 16H80.
- (32) Sur ces événements, cf. commission d'enquête administrative sur les événements qui se sont déroulés du 3 au 8 août 1934 dans la ville et le départements de Constantine. Rapport de la commission, A.O.M. 9H53.; Eugène VALLET, les événements de Constantine 5 août 1934. Quelques documents, imp. Baconier frères, 1934, 55p. ; MERAD, le réformisme musulman en Algérie de 1925 à 1940. Essai d'histoire religieuse et sociale, Mouton, Paris-la Haye, 1967, pp.168-177; Ch; R. AGERON: "Une émeute anti-juive à Constantine (août 1934) ", in. Revue de l'Occident musulman et

de la Méditerranée , n 13-14, 1 semestre, 1973, pp. 23-40; M. KADDACHE, op. cit., pp.303-315.

(33) Ministère de l'information, Allocution de M. TIXIER...

(34) Sur la position du P.C.A. à l'égard des événements du 08 mai 1945, cf. Emanuel SIVAN, communisme et nationalisme en Algérie 1920-1962, Presse de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1976; M. KADDACHE, op. cit. pp.724-729; R. AINAD TABET, op.cit:pp.127-132.

(35) Bulletin mensuel, mai 1945, C.I.E., préf. de Constantine, A.O.M. 11H62.

(36) Cf. le texte complet dans Claude COLLOT et Jean-obert HENRY, Le mouvement national algérien, textes 1912-1954, O.P.U. Alger, l'Harmattan, Paris, 1978, p.208.

(37) Sur ce projet et les diverses réactions, cf.Ch. A. JULIEN, op.cit. Marie-Renée MOUTON: "L'Algérie devant le parlement français de 1935 à 1938"; in Revue française des sciences politiques, vol. XII, n°1, mars 1962, pp.93-128; Ch. R. AGERON, l'Algérie algérienne de Napoléon III à de GAULLE, Sindbad, Paris, 1980, pp.123-164; M. KADDACHE, opcit., pp.447-462.

NOTES

(3 bis) Les Amis du manifeste et de la Liberté est une association fondée en mars 1944. Elle regroupait les tendances nationalistes de l'AUMA, du PAA et les amis de Ferhat Abbas. Ce mouvement avait pour mission de combattre le colonialisme et à participer à la naissance d'un nouveau monde. Son premier but était de "rendre familière l'idée d'une nation algérienne et désirable la contribution en Algérie d'une République autonome fédérée à une République française rénovée, anticoloniale et anti-impérialiste". Le mouvement jouait un rôle important dans la mobilisation des masses algérienne. Il sera dissout au lendemain des événements du 8 mai 1945.

(14bis) L'Association des Ulama fut créée à Alger en mai 1931. Son président était Ben Badis (1889-1940) de 1931 à 1940, Bachir Ibrahimi de 1940 à 1956.

L'Association est une formation religieuse et culturelle qui préconise le réformisme (Islah) par le retour au purisme des pratiques et la condamnation des superstitions introduites par les confréries.

(33bis) Le parti communiste algérien s'organise d'une manière autonome du parti communiste français à partir de 1936. Avant cette date, les communistes algériens étaient affiliés au PCF, depuis 1920. Dès 1936, le PCA soutena le Front populaire en Algérie au profit de la politique de "rapprochement avec le peuple français".

(34bis) Le parti du Peuple Algérien est le successeur de l'Etoile nord-africaine. Fondé le 1 mars 1937, il ne tarde pas à être dissout en 1939. Depuis cette date, il est dans la clandestinité. Le programme du PPA est modéré par rapport à celui de l'ENA. Dans ce programme la référence à l'indépendance disparaît pour démarquer le PPA de l'ENA.

SIGLES ET ABREVIATIONS UTILISES.

- A.M.L. Les Amis du Manifeste et de la Liberté
- A.O.M. Archives d'Outre-Mer (Aix-en-Provence).
- C.H.E.A.M. Centre de Hautes Etudes d'Administration Musulmane.
- C.I.E. Centre d'Informations et d'Etudes.
- E.N.A.L. Entreprise Nationale Algérienne du Livre.
- G.G. Gouvernement Général.
- O.P.U. Office des Publications Universitaires (Alger)
- P.P.A. Parti du Peuple Algérien.
- Préf. Préfecture.
- R.A.S.J.E.P. Revue Algérienne des Sciences Juridiques, Economiques et Politiques (Alger).
- S.N.E.D. Société Nationale d'Edition et de Diffusion (Alger).